

# Vigilances

La lettre du



N°3 : avril 2002

## La merde et les étoiles

Les Français d'aujourd'hui souffrent d'un étrange défaut : ils minimisent leurs propres qualités ! Ils ont du tonus et s'en rendent à peine compte ; ils se croient égoïstes alors qu'ils aident autrui dans la vie de tous les jours.

Contre la morbidité ambiante, **Vigilances** revendique donc **le droit à l'optimisme**. S'il y a des risques à éviter, il y a aussi des opportunités à saisir.

A ce stade de la campagne pour les élections présidentielles, il est presque inutile de souligner **les risques** tant ils sautent aux yeux. Le désintérêt est si patent que le nombre **des abstentions** sera sans doute particulièrement élevé. La défiance est si manifeste que le **vote purement protestataire** atteindra probablement des sommets. Le futur Président, quel qu'il soit, devra, pour avancer, non seulement disposer d'une majorité au Parlement (la cohabitation, à la longue, est devenue paralysante) mais aussi avoir la volonté de s'appuyer sur le peuple, c'est-à-dire de se comporter comme **un catalyseur d'initiatives utiles et spontanées**.

La difficulté est que nos hommes politiques ont tendance à voir la réalité à travers **deux prismes également déformants** : celui des militants qui vivent la tête dans les nuages et celui des technocrates qui vivent la main sur l'encrier. Les premiers poussent à agir sans réfléchir. Les seconds croient que l'action se résume à l'élaboration de textes. **Les uns et les autres méprisent les Français ordinaires** dont ils veulent toujours faire le bien, sans jamais songer à les mettre dans le coup. Aussi, les citoyens, déçus d'être ignorés et furieux d'être pris à rebrousse poil finissent par se rebiffer. Le fossé se creuse si profondément entre les institutions officielles et la réalité vécue que, même lorsque les circonstances semblent favorables et que la conjoncture est bonne, environ deux tiers des Français se déclarent mécontents de la façon dont **le pays est gouverné**.

Nombreux, pourtant, sont les citoyens qui ont envie d'avoir leur mot à dire, envie de secouer une baraque qui finira par s'écrouler si l'on n'effectue pas **les transformations nécessaires**. C'est pour eux que **Vigilances** a consacré ses trois premiers dossiers.

Dans la lettre N° 1, Alain de Vulpian, fondateur de *Cofremca* et de *Sociovision* s'est efforcé de montrer comment l'Etat, ses ministres et ses fonctionnaires pourraient **stimuler la nation** au lieu de la paralyser.

Dans la lettre N° 2, j'ai tenté de donner quelques exemples illustrant la manière dont les citoyens pourraient être directement **impliqués** par des choix individuels à la solution de problèmes généraux.

Dans cette lettre N° 3, Alexandre Jardin et Pascal Guénée, respectivement fondateur et président du *Relais Civique*, décrivent **des actions de terrain** qui, en changeant les pratiques, ont des effets plus concrets que ne pourraient avoir des lois modifiant des structures. Ainsi mettent-ils en valeur des gens ordinaires qui font des choses formidables et incitent-ils d'autres gens à être, à leur tour, utiles.

**Vigilances**, dans ses premières livraisons, s'attache donc à poursuivre un idéal tout en s'efforçant de coller à la réalité. Il s'agit, au fond, de mobiliser **des potentiels latents**. Et, pour cela, de ne pas hésiter à regarder les étoiles tout en sachant que, sous nos pieds, il y a parfois... de la merde !

Marc Ullmann

---

## Sommaire

**Alertes** : pages 2 & 3

**Risques et chances** : page 4

**Changer les pratiques** : pages 5 à 8

**Lu, vu, entendu** : page 9

# Alertes



## Gare au déclin des filières scientifiques

En France, seulement **18% de ceux qui commencent des études supérieures choisissent des filières scientifiques**. Un quart de siècle plus tôt, ils étaient 30%. Ce déclin, également observable dans la plupart des pays européens, ne s'explique pas par l'absence de débouchés professionnels. Il semble plutôt corrélé à la mise en doute de la notion de progrès et, en particulier, de la valeur des progrès que la science peut amener.

**Aux Etats-Unis, la situation est plus équilibrée grâce à l'ampleur de l'immigration asiatique.** Dans les collèges, les meilleurs élèves en maths, en physique et, plus généralement, dans toutes les disciplines scientifiques sont d'origine asiatique. Ce sont eux qui, dans les universités, bondent ces filières. Leur apport intellectuel devient si considérable qu'on peut, d'ores et déjà, le comparer à celui de l'immigration juive européenne qui, à l'époque du nazisme, a profondément renouvelé la pensée américaine.

## Montée en puissance des fondations américaines

Aux Etats-Unis, la philanthropie organisée est en pleine transformation. Les **50 000 fondations américaines** deviennent de plus en plus clairement des médiateurs de l'action publique. Elles ne se contentent plus d'apporter de l'argent mais, par souci d'efficacité, cherchent à avoir des effets de levier ou de billard à bandes. Elles sont de plus en plus couramment pilotées comme **les meilleures des entreprises**.

Dans son livre *American Foundations: An Investigative History*, Cambridge MA: MIT Press, May 2001, Mark Dowie estime qu'en 2050 les fondations américaines pourraient financer nettement plus de **200 milliards de dollars chaque année**, dix fois plus que la somme dont elles ont disposé en 1999.

Les fondations contribuent de façon de plus en plus importante au développement social national et international et contribuent à la gouvernance de la société.

De quoi inquiéter pour un pays qui, comme la France, a une législation et un système fiscal qui ne permettent pas l'essor des fondations.

## Modèle suédois : le retour

La Suède a été donnée en modèle dans les années 50. Vingt ans plus tard, elle semblait installée dans un système trop lourd d'Etat providence et faisait presque figure d'anti-modèle. Aujourd'hui, sa marche vers le futur semble repartie sur des bases de **stabilité** et d'**innovation**.

La **stabilité** réside dans la traditionnelle recherche du consensus. Généralement, le processus démarre par la création d'une « Commission Royale » où figurent, outre les principaux fonctionnaires intéressés, des députés de tous bords. La commission siège un an, deux ans, parfois trois ans et, comme il est peu d'idées générales qui résistent à l'absence de public et à l'accumulation des détails, le rapport recueille le plus souvent l'approbation unanime ou quasi unanime des membres de la commission. Ce rapport est alors rendu public, distribué à la presse et adressé, en vue de négociations ultérieures, aux syndicats et autres organismes intéressés. Ce n'est pas du temps perdu. La preuve : la Suède a beau avoir mis quinze ans à étudier le problème **elle est arrivée bonne première dans la course à la refonte du système de retraites**.

Il n'y aurait cependant pas de quoi crier au modèle si la Suède ne se plaçait pas aussi en tête de peloton pour l'**innovation**. Très en avance par rapport aux Français et aux Allemands, en avance aussi par rapport aux Américains, les Suédois, comme d'ailleurs les Finlandais et les Norvégiens, sont puissamment attirés par les nouvelles technologies. Cette maîtrise, liée à une forte mobilité professionnelle, à une réelle ouverture au monde extérieur et à un besoin d'authenticité, semble donner naissance à un « mix » stabilité-innovation susceptible de redonner à la Suède un rôle de pionnier sur le chemin d'une modernité conjuguant foisonnement individuel et régulation sociale. **Une « troisième voie », en quelque sorte !**

## Europe : keine « cohabitation » bitte

Des élections législatives se sont déroulées récemment au Portugal. Bientôt, la France vivra des élections présidentielles puis législatives. En mai et juin, ce sera le tour des Pays Bas et de l'Irlande puis, en septembre, de l'Allemagne et de la Suède. Partout, **l'affaiblissement des clivages idéologiques** est tel que les éventuels changements de majorité n'inquiètent guère les pays voisins.

En ce qui concerne la France, la plupart des leaders européens disent ouvertement qu'ils peuvent s'entendre avec Chirac comme avec Jospin mais qu'ils souhaitent vivement que **la cohabitation prenne fin**. Gerhard Schröder, le chancelier allemand, est particulièrement loquace sur ce point : « c'est insupportable, dit-il, de se trouver face à deux interlocuteurs dont on connaît la rivalité ». Et d'estimer, tout comme Raymond Barre, que cela nuit gravement à **l'action de la France** et à la crédibilité de sa politique.

### **Russie : trois facteurs et une omission**

Qui aurait parié, il y a six mois, que la bourse de Moscou serait la plus performante du monde ? Or, depuis octobre 2001, l'indice RTS (analogue au CAC français) a presque doublé et il a augmenté de plus d'un tiers depuis le début de 2002. **Ce regain de confiance** semble avoir été motivé par trois facteurs principaux. Primo, l'économie russe a connu une croissance de 5% en 2001 alors même que le prix du pétrole exporté était moins favorable qu'en 2000. Secundo, le gouvernement a profité de la bonne conjoncture pour restructurer sa dette extérieure. Le « pic 2003 » de remboursement est ainsi en phase d'aplanissement. Enfin tertio, les banques commencent à faire leur métier et les grandes entreprises améliorent leur discipline de paiement. En vérité, ces trois facteurs ne pèsent guère s'ils n'étaient complétés par une omission d'autant plus importante qu'elle est non rationnelle : **les investisseurs ont mis des lunettes roses qui les empêchent de voir les points noirs**. Citons notamment le très bas niveau des dépenses de recherche et de développement (1 % du PIB), le faible essor des PME et l'opacité (à la Enron !) de la comptabilité des entreprises à multiples filiales. Au fond, les investisseurs font confiance à Poutine pour achever de mettre de l'ordre. Ils votent pour lui.

### **Japon : nouveaux managers et nouveaux créatifs**

Le Japon moderne, sorti tout droit du féodalisme, avait pris l'habitude de **s'en remettre à une caste** pour guider la nation. Avant la guerre, le destin du pays était tenu en main par **les militaires**. Après la défaite, la revanche a été cherchée dans **l'industrie**. Tout devait être subordonné à la conquête des marchés extérieurs. Les industriels, appuyés par l'appareil d'Etat, avaient remplacé les militaires mais **l'esprit était le même**. Les salariés constituaient la nouvelle armée et, pour s'assurer de leur allégeance, on a inventé l'emploi à vie.

La crise actuelle consacre une nouvelle défaite et le Japon est maintenant à la recherche d'une nouvelle logique. Mais laquelle ? Conscience est prise qu'il faut, d'une part, moderniser l'Etat et regarder l'économie autrement qu'en termes de parts de marchés. Cela suppose **l'émergence de nouveaux managers**. Il faut, d'autre part, se fixer de nouveaux objectifs, porter le regard vers de nouvelles frontières, forger une nouvelle société. Les laissés pour compte d'hier, essentiellement les jeunes et les femmes, forment **un levain de créativité**. Mais la pâte est encore lourde et l'immobilisme présent n'est sans doute que le reflet de la lente recherche d'un consensus pour une fusion à la japonaise entre nouveaux managers et nouveaux créatifs.

### **Afghanistan : la vitrine brisée**

Malgré la fulgurante victoire américaine et l'installation d'un nouveau pouvoir à Kaboul, **le pays reste en miettes**. Le gouvernement provisoire n'exerce véritablement son autorité que sur la capitale et les potentats locaux savourent leur revanche. Les gens du Sud sont massacrés au Nord. Les gens du Nord sont massacrés au Sud. **L'aide internationale est détournée** par quelques familles. Et **le pavot refleurit partout** où les Talibans avaient éradiqué cette matière première de l'opium et de ses dérivés, la morphine et l'héroïne. L'Iran est le premier à s'en plaindre car le prix de l'opium a brutalement baissé et le nombre des consommateurs a corrélativement augmenté.

Les Ayatollahs ont beau jeu pour faire savoir dans tout le Moyen Orient que la « pax americana » n'est qu'un leurre. La deuxième manche est loin d'être gagnée.

### **Vers la fin de la censure sur Internet**

Selon le site [www.newscientist.com](http://www.newscientist.com), un programme destiné à lutter contre **la censure sur Internet** a été présenté lors du *CodeCon*, un salon informatique qui s'est tenu en février dernier en Californie. Sous le nom de code *Peekabooby*, ce programme devrait permettre aux citoyens de pays tels que la Chine ou l'Arabie saoudite **un accès sécurisé et anonyme** à tout l'Internet. Ainsi, le contrôle exercé par de nombreux gouvernements sur l'accès à des sites considérés comme hostiles ou même, comme en Chine et de nombreux autres pays, à des sites de la presse étrangère serait battu en brèche.

### **Don Camilsky remplace Don Camillo**

L'évolution des mœurs en Pologne a beau éroder la puissance de l'Eglise catholique, **les vocations à la prêtrise sont encore nombreuses**. Suffisamment nombreuses pour que le Pape Jean-Paul II demande à des évêques de certains diocèses d'Europe occidentale où l'âge moyen des prêtres dépasse 65 ans de recruter des jeunes Polonais. On en compte déjà plus de mille en Allemagne !

# Risques et chances



## L'espoir des sondages israéliens

Selon des sondages israéliens confidentiels, **une majorité de l'opinion israélienne serait prête à des concessions majeures pour obtenir la paix**. Ces concessions pourraient aller jusqu'à :

- ◆ la reconnaissance d'un Etat palestinien avec Jérusalem Est pour capitale;
- ◆ une tutelle islamique (exercée par exemple par les rois d'Arabie saoudite et du Maroc) sur le mont du Temple;
- ◆ l'évacuation des implantations juives en territoire palestinien à l'exception de celles construites dans la périphérie de Jérusalem.

Mais attention : ces sondages ont été réalisés à la mi-mars lorsque **l'initiative lancée par le régent Abdallah d'Arabie saoudite** semblait d'actualité.

Aujourd'hui, dans le climat d'**extrême tension** que nous connaissons, les résultats seraient certainement **différents**. L'administration américaine considère cependant que ces données pourraient encore servir de base à une **négociation ultérieure**.

## Allemagne : la « hausbank » n'évite plus les faillites

La sous capitalisation traditionnelle des entreprises allemandes débouche maintenant sur un accroissement du nombre des faillites. Jadis, **le manque de capital** était comblé grâce à une Hausbank, « banque-maison ». Celle-ci connaissant parfaitement l'entreprise, était encline à prendre des risques qui, aux yeux d'observateurs moins informés, pouvaient paraître démesurés. Au total, les entreprises compensaient la faiblesse de leurs fonds propres par la quasi certitude de l'obtention de crédits. Aujourd'hui rien ne va plus ! **Le soutien de la banque-maison est de moins en moins fréquent et les entreprises s'en trouvent fragilisées**. Les PME ont été les premières frappées. La récente déconfiture du géant du bâtiment Philipp Holzmann complique encore la situation. La banque-maison, en l'occurrence la Deutsche bank, était prête à faire un effort mais n'a pu entraîner ses collègues. Comme quoi la Hausbank n'évite plus les faillites.

## Audit : danger d'oligopole

Quand une entreprise américaine achète une entreprise étrangère, **le premier changement** qu'elle impose à sa nouvelle filiale est de prendre son cabinet d'audit et son cabinet d'avocats. Cela crée d'emblée **des normes homogènes** mais cela contribue du même coup à restreindre l'offre du conseil juridique et du contrôle des comptes. En matière d'audit, on était ainsi passé à **un quasi oligopole** constitué par les « big five ». Depuis le scandale Enron, le réseau Andersen est en voie de disparition. Ne restent donc que quatre grands. C'est vraiment peu. D'où le besoin accru d'une **action européenne** pour un renouveau de concurrence.

## Algérie : un rivage bien attirant

La côte algérienne est aussi longue que celle de la Californie. Elle est aussi belle et la mer y est plus chaude. L'**instabilité politique** l'a protégée de la spéculation immobilière et le sous-équipement de ses marins pêcheurs a rendu ses eaux territoriales plus poissonneuses que partout ailleurs en Méditerranée. **Le potentiel touristique** est tel que les groupes spécialisés du monde entier se bousculeraient pour investir si **la violence cessait**. Un dirigeant de l'un de ces groupes est plutôt optimiste : " De deux choses l'une, dit-il. Ou bien **la sauvagerie** s'étendra aux pays limitrophes et il faudra mettre une croix sur le **Maghreb tout entier**. Ou bien il y aura, au contraire, **contagion de la tranquillité** et l'Algérie, forte de son pétrole, de ses excédents financiers et de l'importance de son marché intérieur, deviendra le chouchou de la région ".

## L'éducation des filles, clé du développement

Qui porte les enfants dans le ventre ? **Les femmes** ! Qui porte les jarres d'eau sur l'épaule ? Les femmes ! Ce sont donc elles qui veulent le plus ardemment que la **mortalité infantile** décline afin qu'elles puissent être moins souvent enceintes. Ce sont elles aussi qui ont le plus intérêt à ce que les **programmes de développement** échappent à la folie des grandeurs et entraînent une amélioration réelle des conditions locales. Mais pour qu'elles puissent peser sur les décisions politiques et que leur rôle social s'accroisse, il faut, pour commencer, qu'elles aient accès à l'**éducation**. De là à dire que la priorité des programmes d'aide devrait être l'éducation des filles, il n'y a qu'un pas. Plus vite on le franchira, mieux cela vaudra !

# Le dossier



## Changer les pratiques plutôt que les structures et les lois

### *Agir sur le réel*

La campagne électorale indique clairement que la droite et la gauche n'ont pas renoncé à un mode d'action qui, depuis des décennies, n'a qu'un **effet marginal sur le réel**. Or il n'est pas raisonnable de continuer à traiter les difficultés du pays avec des outils aussi peu efficaces.

Ce mode d'action, universellement admis, quel est-il ? Il repose sur la croyance qu'en agissant sur l'univers juridique – les lois – et les structures publiques, l'Etat finira par venir en aide à la population. Cette idée présente plusieurs avantages : elle offre une apparence de logique indéniable, elle permet aux élus de faire **de grands effets d'annonce qui entretiennent la fiction sympathique d'une action**, et puis elle correspond à la culture de nos élites. Nous sommes clairement au début des années trente, avec des élites intelligentes qui croyaient paisiblement à l'infanterie et à la ligne Maginot.

En réalité, que se passe-t-il ? **Toute réforme de structure est bloquée par les corporatismes**. Les lois sont soit retoquées par des mouvements sociaux, soit freinées dans leur application par les forces qui leur sont hostiles. En tout cas, elles ne donnent pas d'énergie. Or sans énergie, il ne se passe rien de positif. Jamais. Quand on touche aux structures et aux lois, on divise donc les Français, on provoque les conservatismes ; alors que changer les pratiques pourrait les fédérer.

Pourtant, **la société française est, elle, en demande de nouvelles pratiques** et de fonctionner autrement. L'écho du « tous les mêmes », la difficulté qu'ont les candidats des partis politiques à faire comprendre les différences de leurs programmes - qui semblent aux électeurs autant de clones auxquels on ne veut plus croire - montre à quel point la voie sur laquelle ils sont engagés est sans issue. Une magistrate chargée du contrôle des comptes de campagne des partis politiques nous faisait part récemment de sa stupéfaction de n'avoir jamais vu pour aucun parti des dépenses de « recherche et développement ». Comment alors **les programmes pourraient-ils être plus que des élucubrations forcément irréalistes** car aussi éloignées de la réalité que la planète du Petit Prince de la Terre ? Aucun SDF dans les rues en 2007. Mais comment ? En ouvrant plus de centres d'hébergements qui s'avèreront vite incapables d'accueillir aussi bien les clochards réfractaires à toute normalité que les nouveaux SDF qui se présenteraient volontairement à leurs portes ? **C'est la logique des tuyaux mais pas celle des contenus**. Si les policiers se font caillasser lors de leurs interventions dans certaines banlieues dites difficiles, le seront-ils moins s'ils sont deux fois plus nombreux ? Il faut se poser la question des pratiques et du comment faire pour rétablir des relations normales entre la police et la population.

Mais ne battons pas uniquement notre coulpe, car il ne faut pas penser que le défi qui se présente à nous soit une spécificité nationale. **En France comme ailleurs on assiste à une accélération de l'évolution de la société**. Tous les gouvernements sont confrontés à des problèmes similaires et dans de nombreux endroits **la société civile fait preuve d'une inventivité** qui réussit à triompher de bien des difficultés.

C'est là aussi l'un des enjeux de cette révolution des pratiques. Être capable de détecter ce qui a fonctionné quelque part et va pouvoir s'adapter dans un tout autre contexte. Cette réalité nouvelle, nous l'avons rencontrée avec *Lire et faire lire*. Car **notre modeste proposition, amener un retraité dans une école pour lire des histoires aux enfants, est en train d'être reprise dans plusieurs pays**, confrontés à des difficultés similaires autour de la lecture et de la transmission intergénérationnelle.

Dans les faits, le besoin est celui d'un **nouveau pacte entre des vieilles structures, des lois mal adaptées et une société civile qui chaque jour innove et trouve de nouvelles solutions grâce à sa formidable capacité d'adaptation**. Ce pacte, c'est autour des pratiques qu'il doit être conclu.

Par **Alexandre Jardin**, fondateur du *Relais civique* et **Pascal Guénée** président du *Relais civique*.

## Choisir des pratiques adaptables

Une bonne pratique, qu'est-ce que c'est ? Un processus concret, possible à répliquer à l'aide d'un protocole qui laisse à chacun une marge d'adaptation. Mais **une pratique n'est à retenir que si l'expérience a validé sa pertinence**. Pour aller vite, on privilégiera les pratiques dont les effets induits sont bénéfiques, plutôt que celles qui agissent directement sur les difficultés. Pourquoi ? Parce que les tactiques indirectes évitent d'activer les forces de résistance qui s'opposent au changement. Nous l'avons expérimenté avec *Lire et faire lire* : une pratique locale d'initiative citoyenne étendue au niveau national.

Au départ un constat : chaque année, 15% des élèves – soit 100 000 enfants - entrent en classe de sixième **sans maîtriser correctement l'écrit**. C'est peut-être l'échec le plus lourd de conséquences de notre société. Que faire ? Agir sur la machine Education nationale ? Tous les gouvernements ont essayé, avec les résultats marginaux que l'on sait. Au *Relais Civique* – notre association -, nous avons contourné les obstacles en généralisant une pratique qui a fait ses preuves pendant quinze ans à Brest : des retraités bénévoles viennent lire des histoires à des groupes de trois quatre enfants pour leur transmettre le plaisir de la lecture. On ne parle que de **plaisir à partager**. En réalité, que fait l'association *Lire et faire lire* qui a aujourd'hui étendu cette pratique dans **quatre vingt sept départements** ? De façon indirecte, **elle lutte contre l'échec scolaire et l'exclusion** qui en découle et, met en place une action concrète d'intégration tendre des enfants issus de l'immigration.

## Élaborer des stratégies d'extension de la pratique

Une bonne pratique doit avoir fait son œuvre sur le terrain mais aussi être généralisable facilement. Comme **la généralisation progressive de cette pratique était notre objectif**, nous avons recherché pour *Lire et faire lire* les opérateurs qui, sur le terrain étaient capables de servir de relais. Nous y parvenons, **en nous appuyant sur deux puissants réseaux**, ceux de la Ligue de l'Enseignement et de l'UNAF et avec le soutien réel du Ministre et des Inspections d'Académie. En procédant ainsi, **nous sommes allés plus vite que vingt ans de circulaires ministérielles**, de réformes avortées et de contre réformes elles-mêmes bloquées par des embuscades syndicales.

## Pourquoi faut-il être en dehors du système pour pouvoir repérer les bonnes pratiques ?

L'exemple de Brest est significatif des dysfonctionnements du système. Voici une **expérience menée à Brest pendant plus de 15 ans** repérée précocement par l'Association pour la Recherche et le Développement des Initiatives (ARDI) , évaluée par une étude de l'université de Bretagne occidentale et dont **l'intérêt fondamental avait totalement échappé au pourtant puissant et omniprésent ministère de l'Education nationale**. D'un côté, un groupe de citoyens regroupés autour de l'office des retraités de Brest, ne pensant pas que cette bonne idée pouvait avoir une extension nationale, et de l'autre des fonctionnaires qui craignaient que l'école refuse l'entrée massive de bénévoles et se referme sur elle-même. Là aussi, les idées reçues ont la vie dure. Deux ans plus tard, nous avons montré qu'en fait elle était réellement ouverte sur le monde. Sinon, comment pourrions nous faire intervenir chaque semaine plus **de 6.000 bénévoles dans 3.000 écoles françaises** ?

## Pourquoi cette adhésion aux pratiques ?

Les institutions sont en fait à **la recherche des bonnes pratiques**. L'époque des observatoires divers, chargés de constater sans proposer de solution semble révolue. Quand l'incendie est là, si l'on passe son temps à le regarder, à le décrire, à tenter de comprendre pourquoi il a pris, il se propage. Aujourd'hui, il y a urgence. De plus, dans les entreprises, administrations, syndicats, associations, **la volonté des individus de faire évoluer la société est grande**. Si les institutions sont encore réticentes, de **nombreux éléments qui les composent sont prêts à l'action**. Une bonne pratique est alors vue comme une sorte de système opérationnel livré clefs en mains.

## Détecter, lancer, appliquer et laisser vivre

Le rôle que des instances issues de la société civile peut jouer est donc **d'accompagner la recherche et le développement des meilleures pratiques**. Non pas de réussir là où les autres ont échoué parce que l'on est meilleur, mais parce que l'on a appliqué une dynamique de succès quasi entrepreneuriale. Il s'agit alors bien de mettre en place des structures simples et robustes, de préférence basées sur un maillage existant, qui pourront ensuite s'étendre au niveau national. Si le modèle fonctionne correctement, **la structure qui a amené et porté ces «nouvelles» pratiques est amenée tout naturellement à disparaître, au profit des acteurs du corps social qui les auront portées**. On aura alors réussi à conserver les structures existantes et à les rendre plus efficaces grâce à l'adoption d'une pratique qui aura modifié leur comportement.

## Des étapes à respecter :

Grâce à cette première action menée avec l'association *Lire et faire lire* ([www.lireetfairelire.org](http://www.lireetfairelire.org)), nous avons mis en place une méthodologie qui peut se décomposer en un certain nombre d'étapes. Au travers des futurs programmes du *Relais civique*, nous utiliserons cette grille de lecture en l'adaptant aux spécificités de la question traitée.

Etape du processus	Déroulement
<b>Identification du problème</b>	<p>Si l'identification du problème peut paraître simple, celui-ci recouvre souvent une autre réalité cachée à fleur d'eau. Lorsque <b>l'on dit illettrisme chez les jeunes, on découvre des causes complexes</b> : appauvrissement du lien social, affaiblissement des pratiques de lecture, concurrence des autres pratiques culturelles...</p> <p>Si l'on évoque <b>les questions de violence</b>, on débouche à la fois sur l'application (ou la non application) des décisions de justice, mais aussi sur le faible lexique des délinquants...</p> <p>C'est pourquoi les effets indirects des pratiques imaginées sont au moins aussi importants que les effets directs.</p>
<b>Recherche des pratiques efficaces</b>	<p>Il ne faut pas chercher à <b>inventer une autre solution</b>, et prétendre que l'on pourrait réussir là où les autres ont échoué depuis des années. Il est fort probable que la plupart des problèmes rencontrés par la société actuelle connaissent déjà leur solution sur le terrain. Il faut donc <b>constituer un réseau efficace pour identifier les bonnes pratiques</b>.</p> <p>Ce rôle de regard extérieur est également fondamental pour pouvoir juger de la pertinence de l'extension nationale d'une pratique.</p>
<b>Validation « silencieuse » de l'expérimentation</b>	<p><b>Une bonne idée n'est valable que si elle démontre son efficacité</b>, car il ne suffit pas de vouloir bien faire pour que cela marche. Cette phase de test sur le terrain se fait le plus discrètement possible afin de ne pas faire d'effets d'annonce. Il s'agit de mettre en place ce qui fonctionne. Pour <i>Lire et faire lire</i>, l'existence d'une étude universitaire sur l'expérience de Brest a permis de gagner un temps considérable. Sur le terrain, un certain nombre de pratiques ont ainsi servi de support de travail à des chercheurs.</p>
<b>Analyse et recherche des conditions d'extension des pratiques</b>	<p>Pour <i>Lire et faire lire</i>, nous avons élaboré <b>une charte en partenariat avec tous les acteurs de l'école</b>. C'est parce que toutes les parties concernées, syndicats, associations, institutions ont pu participer à l'élaboration de la charte d'application qu'il a ensuite été possible de la généraliser.</p> <p>C'est alors que <b>la médiatisation va faciliter l'extension de la pratique</b>. Le rôle de la presse régionale et des relais locaux va alors être fondamental, car l'extension de ces pratiques va avoir des effets concrets et immédiats dans le quotidien des citoyens.</p>
<b>Évaluation et suivi du programme</b>	<p>Une fois la pratique adoptée, <b>un suivi quantitatif et qualitatif s'impose</b>. Cette démarche d'évaluation de la pratique doit être mis en place dès le départ. Lui seul permettra de définir de manière optimale les conditions de réussite.</p> <p>C'est ce processus qui permettra de juger des effets directs –les plus visibles immédiatement- mais aussi des effets indirects –souvent <b>les plus efficaces pour modifier en profondeur les pratiques sociales</b> mais qui vont être les plus complexes à identifier.</p>
<b>Réforme et progression permanente</b>	<p>Au fur et à mesure, <b>les pratiques vont évoluer sur le terrain</b>. On pourrait dire qu'elles ont été une proposition de départ, adoptée et adaptée sur le terrain en fonction de <b>la diversité des réalités rencontrées</b>. C'est là toute la richesse du processus qui va pouvoir alors se nourrir de tout ce qui aura été glané sur le terrain, qui pourra ensuite être redistribué pour l'enrichissement mutuel de tous les réseaux.</p>

## Recherche des pratiques efficaces : la violence dans les collèges

Ces dernières années, nous avons assisté à toutes sortes d'initiatives gouvernementales pleines de bonnes intentions autour du collège. Résultat sur le terrain ? Mauvais, très mauvais. Nous avons donc jugé urgent de faire **un travail de repérage des pratiques** qui, dans les départements, réussissent à juguler la violence au collège. **Nous en avons trouvé douze, reproductibles et efficaces** lorsqu'on les conjugue. Nous avons également repéré une bonne tactique de diffusion de ces pratiques. L'Express a bien voulu publier le résultat de ces travaux le 21 mars 2002, pour peser dans le débat public en pleine campagne présidentielle. De notre côté, au *Relais Civique*, nous militerons pour la généralisation de l'une des deux pratiques qui nous paraissent les plus prometteuses. Il s'agit d'ouvrir les collèges difficiles le samedi, les mercredi après midi et pendant les vacances afin **d'accueillir les enfants au sein du dispositif dit «Ecole Ouverte»**. Ce système donne du temps et un lieu pour mettre en place des stratégies indirectes que nous n'allons pas énumérer ici mais qui ont fait leurs preuves. L'autre point urgent concerne **le traitement du noyau dur** des emmerdeurs qui, à quinze, déstabilisent parfois la vie de sept cents élèves. **La solution que nous avons repérée à Ajaccio**, mise en œuvre par la FALEP, nous a paru mériter une extension nationale. Nous y travaillerons ultérieurement. Ce travail au niveau **des méthodes concrètes** nous paraît infiniment plus riche d'espoirs que toutes les déclarations aussi creuses que grandiloquentes sur le rétablissement de l'autorité. Ce qui est important reste ce qui se passera effectivement lundi prochain dans les collèges.

### Une pratique en cours d'expérimentation : 1000 mots

L'objectif de *1000 Mots* est de faire acquérir 1000 mots de plus aux détenus majeurs et mineurs de façon à leur donner les armes dont disposent les gens "forts" dans notre société, car il est bien évident que **le pouvoir a toujours été entre les mains de ceux qui maîtrisent le langage**. Nous n'avons pas l'ambition de faire des détenus des gens honnêtes mais plus modestement de leur donner le vocabulaire sans lequel toute insertion dans notre société reste impossible. Cette condition n'est bien sûr pas suffisante, elle n'est que nécessaire.

Ce projet part de l'idée que ces détenus souffrent d'un déficit de vocabulaire important. Selon les témoignages recueillis auprès de juges des enfants ou de responsables de la police judiciaire, ils ne comprennent les discours qui leur sont tenus que de manière fragmentaire.

Il semble qu'ils ne possèdent **qu'un lexique de 700 à 800 mots dont 400 à 500 communs avec la langue française commune**. Le reste appartenant au langage de leur bande, incompréhensible par la société majoritaire. Afin de mesurer une telle donnée, il faut savoir à titre de comparaison que selon le CNRS, un élève de CM2 utilise 800 mots, un bachelier 1500, un professeur d'université entre 1 500 et 3 000, que Françoise Giroud a utilisé 2 900 mots dans 50 de ses éditoriaux, Georges Simenon 800 et Racine 1 200. La langue française en comporte 150 000 hors langue technique.

La pédagogie est simple : ils lisent ou bien on leur lit un livre (Les Trois mousquetaires) en s'arrêtant sur les mots qu'ils ne connaissent pas afin de le leur expliquer. Le tuteur note ces mots dans un cahier et les revoie avec l'élève lors de la séance suivante jusqu'à ce qu'il acquière un lexique de 1000 mots.

A 1001 mots, on passe à l'élève suivant.

### Appeler à la généralisation des pratiques

Des exemples de pratiques de ce genre, nous pourrions en évoquer de nombreux, dans le détail ; mais nous voulons ici nous arrêter sur les stratégies que nous proposons. **Si les politiques publiques ne partent pas des pratiques réelles** pour remonter jusqu'aux lois et aux changements de structures – et non l'inverse qui a lieu tous les jours ! -, nos gouvernements se condamneront eux-mêmes à **une efficacité marginale**. Et gare aux retours de bâtons. Car les élections feront naître à nouveau des attentes de solutions.

C'est pour cela que le 13 mai, une semaine après l'élection présidentielle, nous prendrons une initiative publique. Notre objectif sera concret. Que la droite ou la gauche gagnent, **il va falloir passer à l'acte. Cette année.**

Contactez le *Relais civique* : [pquenee@relaiscivique.info](mailto:pquenee@relaiscivique.info)

Toutes remarques, critiques ou suggestions peuvent être adressées à [clubdesvigilants@hotmail.com](mailto:clubdesvigilants@hotmail.com)

**Asie centrale, champ de guerres : Cinq républiques face à l'Islam radical (1)**

**Ahmed Rashid, Editions Autrement, 228 p., mars 2002.**

Après *l'Ombre des Talibans* (*Taliban : Militant Islam, Oil, and Fundamentalism in Central Asia*), Ahmed Rashid étend avec *Asie centrale, champ de guerres : Cinq républiques face à l'Islam radical* son analyse à d'autres pays de la région. Si le premier constitue un ouvrage de référence sur l'Afghanistan de l'invasion soviétique en 1979 jusqu'à la dérive du régime du mollah Omar, le second, appelle à la vigilance et nous rappelle que d'autres pays sont gangrenés par les « jihadistes ».

Cet ouvrage - hélas traduit un peu vite - constitue, par la variété de ses éclairages historiques, géostratégiques et humains, un constat terrible sur la situation en Ouzbékistan, au Kazakhstan, au Turkménistan, au Kirgistan et au Tadjikistan. L'économie est en ruines malgré d'immenses richesses naturelles et d'importantes réserves pétrolières. Sur fond de corruption, d'oppression de toute voix dissonante et de pauvreté galopante, les **mouvements de l'islam extrême se développent**. Ahmed Rashid, seul observateur de la presse internationale à ausculter sans relâche la région depuis 1988, exhorte les pays occidentaux et particulièrement les Etats-Unis à ne plus regarder « ailleurs », au nom de la lutte antiterroriste, et à s'engager contre la corruption qui appauvrit la majorité des populations et pour le respect des droits de l'homme. Sinon, de nouveaux « talibans » sont à craindre dans cette partie du monde.

**(1) Jihad, The Rise of Militant Islam in Central Asia**

**Ahmed Rashid, Yale University Press, 281 p., 2002.**

**Les vilains petits canards**

**Boris Cyrulnik, Editions Odile Jacob, 280 p., Paris 2001.**

Cet ouvrage, que nous avons lu récemment est paru l'an dernier. Pourtant, il nous apparaît comme le meilleur antidote à la sinistrose ambiante. Boris Cyrulnik, psychanalyste et éthologue, nous fait découvrir sans « jargonner » les rivages de la résilience, « la résistance au choc » selon le Petit Robert. Au départ, une question : pourquoi, après le même type de traumatisme (sévices physiques ou morales, inceste...), certains enfants se restructurent et d'autres pas ? C'est ce processus de résilience ou « ce passage de l'ombre à la lumière » des éclopés du passé que décrit, avec une grande générosité, l'auteur. Et, ce faisant, il interpelle chacun de nous puisque toute main tendue peut selon lui devenir un facteur de résilience.

**Ces comédiens qui nous gouvernent**

**Arthur Miller, Editions Saint-Simon, 89 p., Paris 2002.**

Romancier, auteur de pièces de théâtre et essayiste, Arthur Miller signe avec *Ces comédiens qui nous gouvernent* une charge d'une rare intensité sur ce que l'on serait tenté de qualifier de politique spectacle. Passionné par les débats politiques et sociaux qui agitent son pays, il assimile la scène politique à la scène tout court où seule la *Performance*, la représentation compte. « Il n'y a aucune différence entre la politique et le show-business », assure-t-il.

Désenchanté mais toujours plein d'humour, il s'inquiète des dangers que cette dérive fait peser sur la démocratie.

**80% au bac...et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire**

**Stéphane Beaud, Editions La Découverte, 330 p., Paris 2002.**

80% d'une génération au bac. Tel était l'objectif assigné en 1985 à l'enseignement secondaire français. Plus de 15 ans après, force est de constater que si les possibilités de promotion sociale par l'école se sont améliorées, cette ouverture du système éducatif s'est aussi accompagnée de son lot de frustrations : échec à l'université pour certains, dévalorisation des diplômes et emplois peu qualifiés pour d'autres. Dans ce livre Stéphane Beaud, sociologue, raconte les espoirs et les désillusions des enfants de cette « démocratisation scolaire ». Il a suivi pendant dix ans des jeunes issus d'un quartier HLM à forte composante immigrée ; il nous montre leur rapport au système universitaire, et l'ambiguïté de leurs relations au quartier, lieu de sécurité, de réconfort et en même temps de pesanteurs dont il est si difficile de s'affranchir. Au total, Stéphane Beaud signe ici une étude sociologique tout en nuances mettant en lumières l'ambivalence de l'ouverture du système scolaire au plus grand nombre.